

LA CHRONIQUE DE... MICHEL GODET (*)

Comment revenir à un taux de chômage de 5 %

Le gouvernement rêve de pouvoir ramener le chômage autour de 5 %, comme y sont parvenus nos voisins britanniques, danois ou hollandais, et d'y parvenir sans remettre en cause notre modèle social. Donnons-lui une bonne nouvelle : ce miracle est déjà une réalité en France aussi, puisque le taux de chômage de la Mayenne, du Pays de Vitré ou du Choletais vendéen est deux fois plus faible que la moyenne nationale. À défaut d'essayer ce qui marche à l'étranger et qui n'est transposable que lentement chez nous, on pourrait reproduire à grande échelle ce qui a fait ses preuves chez nous. Comment font ces bassins de vie pour réussir localement une telle performance qui paraît inaccessible au niveau national ?

Le chômage a quadruplé en France depuis 1975, alors que le PIB a plus que doublé. Cette mauvaise gestion de l'abondance est une autre bonne nouvelle, car si les causes de nos difficultés sont en nous, les solutions aussi. Cessons donc de chercher des boucs émissaires dans la mondialisation. Cette dernière n'est pas coupable, tout dépend de la capacité des hommes et des organisations à se battre ensemble, autour de projets communs pour développer l'activité. Pour réduire drastiquement le chômage, il faut agir en même temps sur les trois leviers de l'emploi (libérer l'activité source de croissance, baisser le coût du travail sans diminuer l'incitation à travailler, réveiller les projets dormants dans la tête des entrepreneurs et des territoires).

Le premier levier porte sur l'activité qu'il faut libérer de ses chaînes réglementaires, et du travail, qu'il faut stimuler.



“PLUS LES FOURMIS S'ACTIVENT, MIEUX LES CIGALES VIVENT. EN FRANCE, ON A CRU L'INVERSE.”

Le gisement potentiel d'emplois marchands qui manquent est considérable. Si la France avait créé autant d'emplois dans le commerce, la restauration et l'hôtellerie que l'Allemagne industrielle, elle aurait, comme l'ont montré les économistes Pierre Cahuc et Michèle Debonneuil, 1,2 million d'emplois en plus. Dans cette perspective, il faudrait certainement encourager le temps partiel (de deux points inférieur à la moyenne communautaire) pour augmenter le taux d'emploi des seniors et même développer le cumul emploi-retraite. C'est l'activité qui crée l'emploi. Il faut donc



JACQUES TOFFI/PHOTONONSTOP - DR

travailler plus pour travailler tous : plus les fourmis s'activent, mieux les cigales vivent. En France, on a cru l'inverse en subventionnant les cigales.

Usine à gaz. Avec les heures supplémentaires non taxées, on va bien sortir par le haut des 35 heures. Mais je reste inquiet. À l'origine de l'idée du « black officiel » pour encourager les fourmis, j'ai tout fait, mais en vain, pour éviter l'usine à gaz (et à fraude) des ruineuses réductions de charges.

Deuxième levier : pour une croissance donnée, on peut créer plus d'emplois en baissant le coût du travail (par réduction de charges), ce qui permet d'embaucher des travailleurs moins performants tout en restant compétitif. Mais, sauf à aggraver le déficit et donc la dette, il est impossible de baisser les charges sans réduire la dépense publique et donc sans moderniser l'État et les collectivités territoriales. À quoi bon réduire de 20.000 personnes par an les effectifs de la Fonction publique nationale si on laisse filer de 40.000 de plus par an ceux des collectivités territoriales ?

La baisse du coût du travail ne doit pas se faire au détriment de l'incitation à travailler, qui constitue le meilleur remède à l'insertion des plus démunis. Sauf pour les blessés de la route sociale qu'il faut mieux soigner, les valides ne devraient pas recevoir de rémunération sans contrepartie d'activité.

C'est une question de dignité pour eux et d'efficacité pour la société.

Troisième levier : réveiller les projets dormants pour créer des centaines de milliers d'emplois marchands. Les entrepreneurs sont bien les magiciens de la croissance. Et les chômeurs y sont sur-représentés, avec 35 % du total, soit quatre fois plus que leur part dans la population active.

Contagion d'initiative. C'est d'abord dans les petites entreprises de moins de 20 personnes, qui représentent 96 % des 2,4 millions d'entreprises (dont 900.000 artisans) et 40 % de l'emploi marchand, que l'emploi a augmenté de 20 % depuis 1998. Un changement décisif serait de réveiller les projets dormants dans ces PME et TPE. C'est ce que fait le Centre national de l'entrepreneuriat du Cnam avec le dispositif Ardan (Action régionale pour le développement d'activités nouvelles).

Plus de 7.000 entreprises ont été ainsi accompagnées depuis quinze ans dans cinq régions, et le coût par emploi ainsi créé par réveil des projets dormants est de 6.000 à 8.000 euros, soit deux à trois fois moins que n'importe quel dispositif public. Il suffirait d'organiser la contagion de cette initiative dans les territoires et les entreprises pour réveiller des centaines de milliers de projets dormants. ■

(*) Professeur au Cnam, membre du Conseil d'analyse économique.